

Ordre du jour

1. Communications
2. Retrait du rôle des affaires
3. 5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
(Déclaration de recevabilité)
4. Ordre du jour
5. Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur
6. Dépôt d'une résolution par Mme Marie-Josée Frank
7. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
8. 4992 - Projet de loi modifiant
 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales,
 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle
(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
10. 5514 - Projet de loi portant
 1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm, le 27 mai 2005, et
 2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004
 3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et
 4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
11. 5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:
 - la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;
 - la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
 - l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
12. 5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
13. 5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
14. Ordre du jour
Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.
(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

» M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5624** - Projet de loi abrogeant: - la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies); - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1^{er}, 7^o alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937; - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins; - la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971; - le Règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929; - la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 25.10.2006

2) **5625** - Projet de loi portant: 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.10.2006

3) **5626** - Projet de loi portant rectification du Code du Travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 26.10.2006

4) **5627** - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de: - la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE; - l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, - la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, - la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, - la loi du 3 septembre

1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur, - la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de: - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers, - la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.10.2006

5) **5628** - Projet de loi portant approbation - du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme; - des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme; - de la Convention amendée portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT)

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2006

6) **5629** - Projet de règlement grand-ducal concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté européenne

Dépôt: à la demande de Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 07.11.2006

7) **5630** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 08.11.2006

8) **5631** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du Règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah

Dépôt: à la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.11.2006

9) **5632** - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 15.11.2006

10) **5633** - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.11.2006

11) **5634** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.11.2006

12) **5635** - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.11.2006

13) **5636** - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.11.2006

14) **5637** - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.11.2006

3. Par lettre du 12 octobre 2006 Monsieur le Député Claude Adam a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la pauvreté au Luxembourg.

4. Par lettre du 23 octobre 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 25 au 28 septembre 2006:

Mardi,
21 novembre 2006

- résolution sur les médias et le développement,

- résolution sur les initiatives destinées à compléter les programmes scolaires nationaux grâce à des mesures adéquates de soutien à l'intégration de la dimension européenne,

- résolution sur la stratégie thématique sur la pollution atmosphérique,

- résolution sur une stratégie thématique pour l'environnement urbain,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau concernant la pêche au large de Guinée-Bissau pour la période allant du 16 juin 2006 au 15 juin 2007,

- résolution sur l'état des lieux du programme Galileo,

- résolution sur la politique commune d'immigration,

- résolution sur les relations économiques et commerciales de l'Union européenne avec l'Inde,

- résolution sur les perspectives des femmes dans le commerce international,

- résolution sur l'amélioration de la situation économique du secteur de la pêche,

- résolution sur l'application du règlement (CE) n°1185/2003 du Conseil du 26 juin 2003 relatif à l'enlèvement des nageoires de requin à bord des navires,

- résolution sur les nanosciences et les nanotechnologies: un plan d'action pour l'Europe 2005-2009.

Par lettre du 26 octobre 2006, il a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 11 au 12 octobre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Bulgarie concernant la participation de la Bulgarie aux activités de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Roumanie concernant la participation de la Roumanie aux activités de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Turquie concernant la participation de la Turquie aux activités de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Singapour concernant certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et l'Australie concernant certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande concernant certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République orientale de l'Uruguay sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République des Maldives sur certains aspects des services aériens,

- résolution sur la future politique des brevets en Europe.

2. Retrait du rôle des affaires

An hirer Réunioun vum 8. November huet d'Präsidentekonferenz sech mat der Demande vun der Regierung averstanen erkläert, de Projet de loi 5160 iwwert de Congé d'accompagnement sans solde vum Rôle ze sträichen.

An hirer Réunioun vum 16. November huet si sech mat der Demande vun der Regie-

rung averstanen erkläert, de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Uweise vum Energieverbrauch vu Klimaanlage souwéi de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Uweise vum Energieverbrauch vun elektreschen lewe vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. 5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57-1 vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Präsidentekonferenz an hirer Réunioun vum 16. November virgeschloen, datt d'Proposition de loi 5623 vum honorabelen Här Mehlen iwwert den Naturschutz als recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber och domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Mir kommen zum Ordre du jour vun dëser Woch. An hirer Réunioun vum 16. November huet d'Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt d'Deklaration vum Här Ausseminister iwwert d'Aussepolitik; dann e Projet de loi iwwert d'Sociétés commerciales; de Projet de loi 5562 och iwwert d'Sociétés commerciales; dann de Projet de loi 5514: een Ofkommen géint den Terrorismus an d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit; de Projet de loi 5389 iwwert d'Commercialisation à distance des services financiers; dann en Ofkommen géint déi duebel Besteuerung tëscht Lëtzebuerg a San Marino an datselwecht tëscht Lëtzebuerg an Estland.

D'Konte vum Joer 2004 stinn um Punkt 8 vun eisem Ordre du jour; dann eng Proposition de loi, déi den Artikel 11 vun eiser Verfassung emännert. Bei där Ofstëmmung ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert. A schlussendlech de Projet de loi iwwert d'Émbaue vun de Vestiairé vun den Héichiewe vu Belval.

Muer de Mëtteg hu mer d'Debatt iwwert d'Europapolitik, d'Aussepolitik an iwwert d'Europäesch Verfassung.

Iwwermuer, en Donneschdeg, eng Question avec débat N°10 vum honorabelen Här Grethen iwwert d'Sozialbäitrag un de Centre commun de la Sécurité sociale. Dann de Projet de loi iwwert d'Aarbechtskonditiounen, d'Paien an d'Pensioun vum den Eisebunner, an e Projet de loi iwwert d'Eisebunninfrastrukturen. Weider hu mer en Donneschdeg de Projet de loi 5316 zesumme mam Projet de loi 5404, déi sech mat dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeë befaassen. A schlussendlech de Projet de loi 5499 iwwert d'Union internationale des télécommunications.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'demokratesch Fraktioun mell, datt se mat deem Ordre du jour net averstanen ass.

» M. Charles Goerens (DP).- Neen, neen. Ech hunn eng Fro zu engem anere Punkt.

(Interruptions)

» M. le Président.- Jo, ech hunn awer héieren op Ärer Bänk, datt gesot ginn ass...

» M. Charles Goerens (DP).- Zum Ordre du jour wollt ech nach soen, ech hat och dat signaléiere gelooss iwwert d'Fraktioun, datt d'Madame Brasseur wollt en Dépôt vun enger Motioun maachen. Merci.

» M. le Président.- Dat ass an der Rei. Also, datt huet jo net direkt elo eppes mam Ordre du jour ze dinn. D'Madame Brasseur huet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

» M. Charles Goerens (DP).- An zweete Punkt, Här President: Dir hutt eis matgedeelt wat fir eng Froen datt net an den Délaië vun engem Mount konnte beäntwert ginn. Do sinn der och dräi vu menger Fraktioun derbäi: déi vum Claude Meisch un de Finanz- a Budgetsminister, eng zweet vum Claude Meisch un de Ministre du Travail et de l'Emploi an eng drëtt vun der Madame Brasseur iwwert d'Heures d'ouverture des magasins un de Statsminister. Mir kënnen elo opgrond vum Artikel 76-5 froen, fir déi Froe mëndlech hei ze stellen. Mir gesinn awer dovun of. Mir hätten awer gär duerfir en revanche, datt d'Regierung awer elo incessamment déi Froen do beäntwert.

» M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Statsminister freet d'Wuert.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, ech wollt just soen, well do Froen derbäi sinn, déi den Här Goerens nennt, déi fir mech geménzt waren, dass déi Fro vun der Madame Brasseur duerch Courrier vu virgëschter der Chamber iwwermëttelt ginn ass. Si misst also ukomm sinn, à moins dass de Postminister definitiv net dofir suerge kann, dass d'Bréiwer normal zirkuléieren,...

(Hilarité)

...respektiv de Service courrier vum Ministère d'État, a wat fir engem Fall ech eleng zoustänneg wier fir dee Manquement do.

An déi Froe vum Här Meisch, falls et déi sinn, déi d'Operatioun Mittal-Arcelor...

» Plusieurs voix.- Neen, neen!

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- ...betreffen, wollt ech just hei soen, falls déi Fro sech géif stellen, dass mer eis eens gi waren an der Kommissioun, dass den Här Meisch fonnt huet, déi Froe wiere beäntwert.

» M. le Président.- Här Goerens!

» M. Charles Goerens (DP).- Den Här Meisch deelt selwer mat, datt...

» Une voix.- Et schaaft.

» M. le Président.- Jo.

» Une voix.- Mikro!

» M. Charles Goerens (DP).- Jo, jo, ech hunn de Mikro ageschalt.

» Une voix.- Merci.

» M. Charles Goerens (DP).- Den Här Meisch, dat hunn ech och an der Conférence des Présidents matgedeelt, informéiert den Här President, datt en net drop insistéiert fir déi Fro schrëftlech beäntwert ze kréien. Hien ass d'accord mat där Äntwert, déi e mëndlech kritt huet an der Kommissioun. Déi Froen, ëm déi et sech dréit beim Här Meisch, an déi un lech geriicht sinn, dat ass d'Abrogation du régime fiscal des Holdings 1029 jusque'n 2007. An dat ass eng Fro vum 6.7.2006.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, ech mengen, dass den Här Frieden déi entre-temps beäntwert huet.

» M. Charles Goerens (DP).- Déi ass net ukomm. Si ass och um Büro net ukomm.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dat ass den Här Krecké, nach ëmmer.

(Hilarité)

» M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.- Oder de Statsminister.

» M. le Président.- Mir wäerte kontrolléieren hei um Greffe, ob déi Äntwerten an der Zwëschenzäit erakomm sinn.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, fir de Fall wou dat nach net ukomm wier,...

» Mme Colette Flesch (DP).- Allen zwee!

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- ...gëtt dat selbstverständlech direkt gemaach.

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Mir hunn e Problem mat der Post.

» M. Charles Goerens (DP).- Déi zweet, dat ass déi vun der Madame Brasseur iwwert d'Geschäfte: Do hutt Der gesot, déi hätten Der scho geschéckt.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo.

» M. Charles Goerens (DP).- An déi aner ass fir Äre Kolleeg Biltgen. Déi huet Bezuch op de Reclassement des salariés du site de la WSA.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Also, falls meng nach net do sinn, komme se direkt.

» M. le Président.- Très bien. Sou, dann huet fir d'éischt d'Madame Brasseur d'Wuert an duerno d'Madame Frank. Madame Brasseur!

5. Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur

» Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, ech wollt eng Motioun déposéieren, an där ech bieden, dass d'Chamber d'Madame Educationnsminister opfuerdert, eng ganz Partie Projeten an der Education ze suspendéieren.

» Une voix.- Da sprangen déi direkt of.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Als Fraktioun si mer der Meinung - an dat steet och an där Motioun -, dass een dauernd muss d'Qualitéit vum Enseignement verbessern. Also brauche mer Reformen. Mir brauchen Adaptatiounen vun onsem Schoulwiesen.

D'Madame Educationnsminister huet och eng ganz Rei vu Projeten op d'Schinn gesat, mä déi hu ganz vill Inquiétudes ausgeléist, engersäits bei den Enseignanten, a si hunn anerersäits och bei de Schüler a bei den Elteren enorm vill Froen opgeworf. D'Enseignantsgewerkschaften, déi sinn alleguer ouni Ausnahm méi wéi skeptesch vis-à-vis vun deene Reformen.

» Une voix.- Jo.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Et ass zum Beispill derbäi, dass d'Englesch elo op Septième géing agefouert ginn, oder dass eng duebel oder eng tripel Verbesserung oder Annotatioun vum Sproochenunterrecht soll sinn, wat zur Zerstéckelung bäidréit.

An duerfir géing ech froen, dass d'Projetpiloten, déi mer...

(Interruption)

Ech hu fënnef Minutten, Här President, an onsem Reglement. Et ass...

» M. le Président.- Entschëllegt, Madame Brasseur, d'Reglement gesäit vir, dass d'Fraktiounen fënnef Minutten Zäit hunn, wa mir d'Motioun diskutéieren. Bei engem Dépôt vun enger Motioun gëtt se op den Ordre du jour gesat an da gëtt se diskutéiert, an dann eréischt hutt Dir fënnef Minutten Zäit. Et ass net Usus dat beim Dépôt ze maachen; et ass zwar heiansdo hei age-rass, mä duerch d'Bank solle mer et net maachen. Wa mir eng Motioun déposéieren, gëtt se déposéiert, se gëtt op den Ordre du jour geholl an da gëtt se exposéiert an d'Reglement ugewannt.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, dat Reglement...

» M. le Président.- Ech wollt dat och soe fir d'Madame Frank, déi no lech kënn, fir dass déi sech soll drop limitéieren, hir Resolution ze déposéieren, an net schonn hei ze exposéieren.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, wann dann onst Reglement esou bei jiddferengem vun elo un applizéiert gëtt, halen ech mech selbstverständlech drun. An ech géing lech dann déi Motioun hei iwwerreechen, andeem ech dann doduerch den Dépôt maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

- confirmant sa disposition à soutenir des innovations pédagogiques visant une amélioration de la qualité de notre système scolaire;